



## Conseil

Distr. limitée  
19 juillet 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Dix-neuvième session

Kingston (Jamaïque)

15-26 juillet 2013

### Projet de décision du Conseil concernant les questions financières et budgétaires

*Le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins,*

*Considérant* les recommandations du Comité des finances<sup>1</sup>,

*Recommande* que l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins :

- a) Adopte le projet de décision figurant en annexe, portant notamment modification du Règlement relatif à la prospection et à l'exploration et établissant des frais généraux d'un montant fixe en vue de couvrir les dépenses relatives à l'administration et à la supervision des contrats entre l'Autorité et les contractants;
- b) Nomme KPMG auditeur indépendant pour 2013 et 2014;
- c) Demande instamment aux membres de l'Autorité de s'acquitter en temps voulu de l'intégralité de leurs contributions au budget de l'Autorité;
- d) Demande aux membres de l'Autorité de s'acquitter dès que possible de leurs arriérés de contributions au budget de l'Autorité au titre d'exercices antérieurs, et prie le Secrétaire général de poursuivre, à sa convenance, ses efforts en vue de recouvrer les montants dus;
- e) Engage vivement les membres à verser des contributions volontaires au Fonds de dotation et au Fonds de contributions volontaires de l'Autorité.

---

<sup>1</sup> ISBA/19/A/7-ISBA/19/C/11.



## Annexe

### **Projet de décision de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins relatif aux frais généraux d'administration et de supervision des contrats d'exploration**

*L'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins,*

*Compte tenu* des recommandations de la Commission des finances<sup>2</sup> et de la décision du Conseil<sup>3</sup>,

*Compte tenu également* de la section 8 de l'annexe de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer<sup>4</sup>,

*Rappelant* la décision adoptée par le Conseil le 26 juillet 2012 concernant l'état des droits acquittés pour l'étude des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration et les questions connexes<sup>5</sup>,

1. *Décide* d'instituer une participation fixe aux frais généraux de 47 000 dollars (ou tel montant qui pourra être fixé conformément aux dispositions du paragraphe 4 ci-dessous) que chaque contractant devra acquitter annuellement conformément à la présente décision pour chacun des contrats qu'il aura conclus avec l'Autorité, afin de couvrir les frais d'administration et de supervision du contrat visé et les frais d'examen du rapport annuel présenté conformément audit contrat;

2. *Décide également* de modifier les clauses types des contrats d'exploration<sup>6</sup> en leur ajoutant les articles 10.5 et 10.6 figurant à l'annexe de la présente décision, lesquels articles s'appliqueront aux contrats conclus par l'Autorité suite à des demandes introduites après la date de l'adoption de la présente décision;

3. *Prie* le Secrétaire général, en présence d'une demande d'approbation d'un plan de travail soumise avant la date d'adoption de la présente décision, de convenir avec le demandeur d'incorporer les clauses visées à l'annexe de la présente décision avant la signature de tout contrat d'exploration;

4. *Engage* le Secrétaire général à consulter le plus rapidement possible tous les contractants dont les contrats ont été conclus suite à des demandes introduites avant la date de l'adoption de la présente décision, en vue de renégocier lesdits contrats, conformément à l'article 24.2 des clauses types des contrats d'exploration, pour leur ajouter les dispositions visées à l'annexe de la présente décision;

---

<sup>2</sup> ISBA/19/A/7-ISBA/19/C/11.

<sup>3</sup> ISBA/19/C/14.

<sup>4</sup> Voir l'annexe de la résolution 48/263 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>5</sup> ISBA/18/C/29.

<sup>6</sup> Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des nodules polymétalliques dans la Zone (ISBA/6/A/18), annexe 4; Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques dans la Zone (ISBA/16/A/12/Rev.1), annexe 4; et Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des encroûtements cobaltifères de ferromanganèse dans la Zone (ISBA/18/A/11), annexe 4.

5. *Décide* que le Conseil, sur la recommandation de la Commission des finances, examinera tous les deux ans le montant de la participation aux frais généraux pour s'assurer que ce montant continue de couvrir les dépenses effectivement et raisonnablement engagées par l'Autorité, et que le Conseil pourra en particulier étudier, au moment voulu, l'opportunité de substituer à ce montant fixe une somme qui varierait avec chaque contrat en fonction du montant des dépenses d'administration effectivement et raisonnablement engagées par l'Autorité en rapport avec le contrat concerné;

6. *Décide également*, sous réserve des dispositions de la présente décision, que ces dépenses seront considérées comme des dépenses effectives et directes d'exploration, comme indiqué à l'alinéa c) de la section 10.2 des clauses types de contrat d'exploration qui figurent à l'annexe 4 des Règlements<sup>6</sup>;

7. *Décide en outre* que la participation aux frais généraux sera considérée comme une recette accessoire à porter au crédit du fonds général d'administration;

8. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte chaque année de l'application de tous les aspects de la présente décision.

## **Annexe**

10.5 Le Contractant acquitte, à la date à laquelle il soumet un rapport annuel, une participation annuelle aux frais généraux de 47 000 dollars (ou tel montant qui pourra être fixé conformément aux dispositions du paragraphe 10.6 du présent article) destinée à couvrir les dépenses engagées par l'Autorité pour administrer et superviser le contrat visé et pour examiner les rapports annuels qui lui sont soumis en application du paragraphe 10.1 du présent article.

10.6 Le montant de la participation annuelle aux frais généraux peut être révisé par l'Autorité pour l'aligner sur les dépenses effectivement et raisonnablement engagées.